

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Barcelone, 24-25 novembre 2017

DÉCLARATION SUR LES ROHINGYAS

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère l'appel, lancé par le Présidium aux Nations Unies à New York en septembre de cette année, pour que cessent les violences à l'encontre du peuple Rohingya au Myanmar, et condamne les persécutions subies par cette minorité. Le maintien des restrictions de l'accès à la zone de conflit aux organismes d'aide et aux représentants des Nations Unies atteste clairement de tentatives de dissimulation des atrocités commises pour expulser par la force les Rohingyas de leurs foyers et de leurs villages. Des preuves accablantes font état de violations systématiques des droits de l'homme et d'épisodes de persécution dans la province d'Arakan, au motif de l'appartenance ethnique. Les responsables doivent répondre de leurs actes. Cette épuration ethnique a poussé plus de 600 000 réfugiés à fuir en traversant la frontière du Bangladesh.

L'Internationale Socialiste avait déjà demandé le droit au retour des personnes forcées de quitter le pays, et même si un pacte récent permet le rapatriement de certains Rohingyas, il n'a aucun sens sans la fin de la répression qui leur est imposée depuis des décennies. Par conséquent, le droit au rapatriement doit s'accompagner d'une suspension des opérations militaires et de la possibilité d'acheminement d'une aide humanitaire par les Nations Unies et autres organisations internationales. Sans quoi, il n'y a aucune garantie que ceux qui regagnent leurs foyers ne seront pas toujours victimes de discrimination aux mains de ceux qui les avaient forcés à fuir et avaient commis des actes de violences odieux. En attendant un retour sans danger des Rohingyas dans leurs foyers au Myanmar, ceux qui ont fui vers des pays limitrophes doivent se voir garantir une assistance humanitaire et tout le soutien nécessaire à la reconstruction de leurs vies.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réaffirme que le gouvernement du Myanmar est responsable de la minorité Rohingya, qui ne doit plus se voir refuser ses droits fondamentaux. Le gouvernement birman doit entamer un dialogue complet pour que les droits des minorités soient respectés et que les Rohingyas soient reconnus et respectés en tant que citoyens à part entière du Myanmar.
